

qu'à nouveau furent votés les pouvoirs spéciaux, que Pflimlin s'empressait de remettre à Salan.

Cette attitude capitulaire sur la question algérienne ne touchait d'ailleurs pas que les masses algériennes, notamment les 400.000 travailleurs algériens vivant en France, mais également les 400.000 jeunes ouvriers et paysans français qui sont maintenus sous l'uniforme pendant 27 mois pour servir les intérêts des colons.

On comprend que cette politique de capitulation ait rendu les Algériens méfiants et que l'organisation des travailleurs algériens en France, l'A.G.T.A., se soit prononcée dans des termes qui sont accablants pour les directions du mouvement ouvrier français :

« La défense des institutions françaises ne regarde pas les Algériens. Nous n'avons pas à choisir entre de Gaulle et un autre. Mais nous nous trouvons, avec les républicains français, devant un même ennemi. Les ultras d'Alger et la réaction de Paris, unis, révèlent le vrai visage de la guerre. Aux républicains de comprendre que leur combat ne peut être victorieux que s'ils ont le courage de dissiper toutes les équivoques. « Un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre ».

Nous, les 400.000 Algériens vivant dans ce pays, sommes prêts à apporter notre appui au peuple de France. Mais nous ne le ferons que si nous avons la garantie de ne pas être escroqués comme en 1936 et 1945. Nous attendons des républicains français qu'ils traduisent dans les faits leur anti-colonialisme, en imposant l'ouverture des négociations avec le F.L.N., sur la base de la reconnaissance de l'indépendance.

Alors, mais alors seulement, nous serons à leurs côtés. »

#### LES MASSES SE SONT ELOIGNEES DE LA DIRECTION DU P.C.F.

TOUTE la politique parlementariste, en vue d'aboutir à tel ou tel objectif dans la politique extérieure française, avait créé depuis des années un malaise au sein du P.C.F. lui-même. Combien de militants pensaient en eux-mêmes : nous avons loupé le coche à la Libération ! C'était l'avis exprimé par André Marty qui fut exclu sous des accusations calomnieuses. Les travailleurs, tout en votant pour le P.C.F., répondaient très peu aux mots d'ordre propres du parti. Même sur le plan si élémentaire des pétitions, la lassitude et le scepticisme étaient devenus dominants.

Enfin, au cours des dernières années, la direction du P.C.F. s'est largement discréditée auprès de couches nombreuses de militants et de travailleurs par son alignement automatique, dépourvu de la moindre réserve, sur tout ce que faisaient les dirigeants soviétiques. Du temps de Staline, ce fut la pratique du culte de la personnalité jusqu'au grotesque ; ce fut aussi la dénonciation des communistes yougoslaves comme des fascistes. Sous Khrouchtchev, c'est à nouveau l'alignement sur les variations successives du Kremlin envers les Yougoslaves, un jour amis et le lendemain ennemis ; et ce fut surtout l'approbation criminelle de l'intervention des troupes soviétiques contre les travailleurs hongrois qui ne luttaient pas pour rétablir le capitalisme dans leur pays, mais pour y instaurer le régime de démocratie ouvrière qui y fait défaut, comme dans les autres Etats ouvriers actuels.

#### LA DIRECTION THOREZ, OBSTACLE AU FRONT UNIQUE

La direction Thorez est ainsi apparue à un nombre considérable de travailleurs, et même à la majorité de ceux qui votaient P.C.F. pour faire une manifestation de classe contre la bourgeoisie, comme incapable d'avoir une opinion propre,

de mener une politique résolue de défense des intérêts ouvriers, et se décidant en fonction d'objectifs qui n'étaient pas ceux des ouvriers.

C'est cette situation qui a favorisé les résistances des dirigeants réformistes à la réalisation du front unique et qui leur a permis de trouver un écho dans les masses. Cela a été illustré de la façon la plus nette par l'attitude de la C.F.T.C. A la différence de F.O., cette centrale pratiquait l'unité d'action avec la C.G.T. sur le plan des revendications économiques immédiates, mais elle s'est opposée systématiquement — et cela avec l'appui de la majorité de ses militants — à une unité d'action sur le plan politique, que ce soit pour la paix en Algérie ou, tout récemment, contre le coup de force d'Alger. Certes les membres de la C.F.T.C. sont loin de constituer une avant-garde de la classe ouvrière, mais ils reflétaient à leur façon toute la méfiance qui s'est développée dans de très larges couches ouvrières envers la direction du P.C.F., précisément parce que la politique de celle-ci depuis la Libération a passé par de nombreux tournants et volte-face sans rapports avec la situation réelle, mais qui constituaient de ce fait autant de manifestations de mépris des masses, ainsi que des sentiments et besoins propres de celles-ci.

#### LA MANIFESTATION DU 28 MAI

MEME au moment où la menace gaulliste est devenue imminente, cette méfiance n'a pas été surmontée. La direction du P.C.F., consciente de cet état des choses, n'osait pas lancer un appel à une démonstration de masse ; elle attendait qu'un tel appel fut lancé par d'autres formations, beaucoup moins liées aux masses et qui la tenaient à l'écart, pour s'y joindre.

Si les travailleurs ont répondu avec tant d'empressement le 28 mai, c'est que pour la première fois depuis de longues années, ils avaient le sentiment que, malgré les attitudes des directions, le front unique se réalisait en fait entre communistes et socialistes.

La manifestation du 28 mai doit être un enseignement de la plus grande valeur pour les militants communistes. Elle permet de faire le bilan du passé et de construire une nouvelle politique pour l'avenir.

Comme nous l'avons dit plus haut, cette manifestation a montré la puissance de la classe ouvrière, mais elle est venue très tard.

Il en fut ainsi tout d'abord parce que l'initiative resta constamment entre les mains de la réaction, que les dirigeants ouvriers soit capitulaient comme Guy Mollet, soit misaient avant tout sur une résistance parlementaire, comme Thorez-Duclos et une partie des socialistes. Il en fut ainsi parce que cette manifestation fut sans direction politique : les dirigeants n'avaient comme solution que la défense d'un régime qui n'avait plus la force de vivre, et dont tout le monde était dégoûté. Dans cette journée, les travailleurs descendus dans la rue, par leur propre instinct politique, cherchaient un objectif gouvernemental et, criant : Front populaire, aspiraient à un pouvoir au service des travailleurs.

AIDEZ LA DIFFUSION DE CE NUMERO SPECIAL

SOUSCRIVEZ A

**LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS**

C.C.P. 6965-68, Paris

64, Rue de Richelieu